

# La Mar Menor, la lagune qui a désormais des droits

**Environnement** Alors que les États européens se déchirent autour d'un projet de loi sur la restauration de la nature, l'Espagne est allée un pas plus loin il y a un an en accordant des droits à un écosystème pour lui permettre de se rétablir. Une première en Europe.

Reportage Beatriz Rios et Pablo Garrigós

**E**t je m'en irai. Et resteront les oiseaux chantant; et restera mon verger, avec son arbre vert et avec son puits blanc... Tout en nous guidant sur les rives de la Mar Menor, la plus grande lagune d'eau salée d'Europe, Paqui Alcázar récite les premiers vers du poème *El Viaje Definitivo* de l'écrivain espagnol Juan Ramón Jiménez.

"Et je m'en irai", répète Paqui, qui espère que lorsqu'elle aura disparu, la lagune, ses poissons, ses hippocampes... seront pour leur part toujours là. Elle fait partie des quelque 700 000 personnes qui ont signé une pétition populaire visant à doter la Mar Menor d'une personnalité juridique, dans une ultime tentative de protection de ce site remarquable. Depuis 2022, il est devenu le premier écosystème du continent européen à jouir du statut de personnalité juridique.

L'initiative a vu le jour en 2021, alors que l'écosystème subissait son troisième effondrement en cinq ans. Avant cela, en 2016, un phénomène connu sous le nom de "soupe verte" avait déjà anéanti 85% de la flore du lagon. En 2019, un épisode d'anoxie (une diminution brutale du taux d'oxygène dans l'eau) a provoqué une mortalité des poissons sans précédent, réduisant considérablement la faune marine, y compris les populations d'espèces protégées comme la nacre.

## Une "révolution juridique et sociale"

"La mer a parlé, elle a appelé au secours", explique Teresa Conesa, l'une des bénévoles à l'origine de cette démarche portée par Teresa Vicente, avocate et experte en droit de l'environnement.

Sous la houlette de Teresa Vicente, un groupe de volontaires est parvenu à rassembler les 500 000 signatures requises par la loi espagnole pour lancer une initiative populaire. La loi a été soutenue à la quasi-unanimité tant au Congrès qu'au Sénat espagnol. Elle reconnaît la Mar Menor et son bassin comme un sujet de droit, y compris les aquifères de la région et les bassins qui l'alimentent. Elle reconnaît son droit à l'existence et à l'évolution naturelle, à la protection, à la conservation et à la restauration. Elle souligne également la responsabilité des autorités de veiller au respect de ces droits.

"Toutes les lois que nous avons adoptées jusqu'à présent sont basées sur l'anthropocentrisme. Ce que nous voulions, c'était une loi qui mette la nature au même niveau que les êtres humains. Dégrader la nature, c'est nous dégrader nous-mêmes", explique le juriste Alfonso Manzano. La remise en question de ce modèle, complète Teresa Vicente, est "la révolution juridique et sociale la plus importante" de ces cent dernières années.

Mais une lagune ne peut évidemment pas se représenter elle-même. Elle n'a pas de voix. Comme s'il s'agissait d'un enfant, la loi a donc établi une sorte de tuteurs légaux qui représentent le site et sont chargés de défendre ses droits. Le processus de désignation de ce comité de représentants s'éternise cependant. En attendant, cette lourde tâche est assurée par les promoteurs de la loi: Teresa, Eduardo, Rocío, Alfonso, Pedro, María José... devenus les "gardiens de la Mar Menor".

"Avec l'effondrement de la Mar Menor, c'est une partie de la liberté, du bien-être et de la richesse des générations actuelles et futures qui s'effondre", juge Teresa Vicente.

La Mar Menor est un écosystème unique en raison de sa salinité élevée et de la différence considérable de température de l'eau entre l'hiver et l'été. Cela fait d'elle une réserve pour certaines espèces menacées. Mais depuis de nombreuses années, ce refuge est constamment au bord de l'effondrement. Les raisons en sont multiples. Dans les années 1970, l'ouverture d'un canal reliant la lagune à la mer Méditerranée a radicale-



Des chercheurs de l'Université de Murcie surveillent régulièrement la faune marine le long des côtes de Mar Menor.

PABLO GARRIGÓS

ment modifié sa salinité. Puis, entre les années 1980 et 1990, le boom de la construction et l'augmentation massive du tourisme ont accru la pression sur l'écosystème. Depuis les années 1980 également, les résidus non conditionnés d'une mine située à quelques kilomètres se dé-

posent au fond de la lagune, dans laquelle ils se déversent par ruissellement lors des épisodes pluvieux.

Mais la principale raison invoquée par les experts est le passage d'une agriculture pluviale traditionnelle à une agriculture irriguée intensive, qui a submergé la Mar Menor de nutriments et gorgé de phosphates l'aquifère qui l'alimente. Ce phénomène, en plus des dérèglements climatiques, qui ont augmenté la température de l'eau et rendent de plus en plus fréquents les événements météorologiques extrêmes tels que les pluies torrentielles, constitue le terreau parfait pour un désastre écologique.

## "Une descente aux enfers"

La plus grande catastrophe environnementale s'est produite en octobre 2019 quand on a retrouvé des milliers de poissons morts sur la plage de Villaenanos. Averti, le biologiste Emilio Cortés s'est rendu sur le site avec son équipe

effectuer des plongées et tenter de comprendre ce qui s'était passé. "C'était comme une descente aux enfers. Vous descendiez et vous voyiez à peine trois doigts devant votre masque. Il n'y avait que du phytoplancton", raconte celui qui est aussi chercheur à l'Université de Murcie. En surface,

détaille-t-il, la concentration d'oxygène était très faible. À environ trois mètres de profondeur, il n'y avait plus rien. Et plus bas encore, de fortes concentrations d'acide sulfurique ont été relevées. "Tout était mort en raison de la toxicité de l'eau", explique Emilio Cortés.

Ce processus d'eutrophisation est lié à un excès de nutriments qui découle de l'utilisation massive d'engrais agricoles. Il dope la croissance des algues et de phytoplancton qui bloquent la lumière du Soleil, empêchant la flore marine de réaliser la photosynthèse qui apporte de l'oxygène à l'eau. Cette flore aquatique meurt et la vie devient impossible. Il suffit d'un changement des vents pour que ces poches d'eau privée d'oxygène étouffent les poissons qui nagent à plus faible profondeur, tel un trou noir qui dévore tout sur son passage. L'épisode est dévastateur. Emilio Cortés a reçu le feu vert pour créer une "banque d'espèces" afin de disposer d'une réserve d'individus permettant un repeuplement des eaux si la situation

l'exige. Mais cette option "est la dernière cartouche à brûler", commente le biologiste qui, en tant que scientifique et citoyen, soutient l'initiative visant à accorder des droits à la lagune.

## Le "potager de l'Europe" et ses excès

La Murcie se targue d'être "le potager de l'Europe". Quelque 20,2% des exportations agricoles espagnoles proviennent en effet de cette région. Le Campo de Cartagena est ainsi devenu une mer de serres en plastique, s'étendant dans la vallée jusqu'à la lagune, avec ses canaux d'irrigation (les "acequias") qui charrient depuis des décennies des flots de nitrates vers le cœur de la Mar Menor. Ces nitrates proviennent en grande partie de l'agriculture intensive et, dans une moindre mesure, de l'élevage. Ils atteignent la lagune via l'aquifère

situé sous le Campo de Cartagena, qui l'alimente et qui est pollué par les eaux d'irrigation. Ces dernières années, des tentatives infructueuses ont été faites pour alléger la pression sur la lagune, en mettant fin à des centaines de puits illégaux, en rétablissant des zones d'agriculture pluviale ou en imposant l'agriculture biologique pour limiter l'utilisation d'engrais chimiques dans les zones les plus proches de la lagune. Mais les agriculteurs se révoltent, contestant

être les principaux responsables de la dégradation de la lagune et pointant du doigt la gestion des eaux usées.

Aucun des agriculteurs contactés dans le cadre de ce reportage n'a souhaité témoigner publiquement. Ceux qui ont accepté de parler l'ont fait sous couvert d'anonymat et préfèrent ne pas être cités, car ils se sentent abandonnés et criminalisés. Ceux qui sous-louent leurs terres se plaignent que l'agriculture bio n'est pas rentable pour eux, car, malgré les surcoûts liés à cette pratique, les grandes entreprises agroalimentaires leur achètent leur production au même prix. Tous insistent aussi sur le fait que l'agriculture est beaucoup plus raisonnée aujourd'hui et qu'ils paient pour les erreurs commises il y a vingt ou trente ans.

## La dernière cartouche

Si la législation existante était respectée, aucune protection supplémentaire ne serait nécessaire, affirme Pedro García, directeur de l'Asociación de Naturalistas del Sureste, l'une des plus importantes organisations environnementales de la région. "Ce qui est incontestable, c'est qu'ils ont réussi à canaliser le sentiment d'impuissance de nombreuses personnes et une demande sociale. Le plus difficile est de la rendre effective", ajoute-t-il.

Dans la pratique, la négligence et le désintérêt pour cette situation ont été deux facteurs importants de la dégradation de la Mar Menor. Dans un contexte politiquement agité en Espagne, il reste des questions non résolues concernant le fonctionnement du nouveau statut légal accordé à la lagune. À ce stade, le bénéfice principal de l'initiative est la pression accrue qui est désormais exercée sur les autorités publiques.

Quasiment dans le même temps, le gouvernement espagnol a lancé un plan de 500 millions d'euros pour le rétablissement de la lagune, qui vise à s'attaquer à certaines des principales menaces qui pèsent sur l'écosystème. "La Mar Menor est une mer méditerranéenne à grande échelle. Toutes les pressions viennent du continent: développement urbain, tourisme, exploitation minière, agriculture. Les systèmes peuvent s'effondrer. Il est essentiel de le sauver et cela nous aide à tirer des leçons pour la gestion partagée de la Méditerranée", explique la ministre de la Transition écologique, Teresa Ribera.

Víctor Serrano, directeur général de la Mar Menor de la région de Murcie, avance pour sa part que cette mesure est une "expérience au niveau mondial" qui "a contribué à augmenter la pression sociale pour que toutes les administrations se mettent d'accord et tentent de résoudre le problème". Des représentants de la Seine, de la mer du Nord et de la lagune de Venise ont ainsi contacté leurs collègues espagnols pour obtenir des informations. Un signal modeste, mais encourageant alors que les débats battent à nouveau leur plein en Europe sur la possibilité de concilier des mesures de protection environnementale avec les activités économiques, comme l'ont illustré les vives tensions qui entourent l'adoption de la directive sur la restauration de la nature. En Espagne, l'initiative a reçu le soutien de tous les groupes politiques, à l'exception du parti d'extrême droite Vox qui l'a portée devant la Cour constitutionnelle. Teresa Vicente espère que, si le procès a lieu, la Mar Menor pourra en être partie prenante.

→ Ce reportage a été réalisé grâce au soutien du Fonds pour le journalisme.